

TRADUCTION

**AUTORITE FLAMANDE,
MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE
ET MINISTÈRE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C - 2014/36467]

4 JUILLET 2014. — Protocole modifiant article 9 du Protocole de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 2005 relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Vu le règlement (UE) N ° 1308/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, tel que modifié en dernier lieu par le règlement (UE) n° 1310/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 ;

Vu le règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers tel que modifié en dernier lieu par Règlement d'exécution (UE) n° 760/2012 de la Commission du 21 août 2012 ;

Vu le règlement (CE) n° 1848/2006 de la Commission du 14 décembre 2006 concernant les irrégularités et la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune, ainsi que l'organisation d'un système d'information dans ce domaine, et abrogeant le règlement (CEE) n° 595/91 du Conseil ;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche ;

Vu le protocole de coopération du 6 décembre 2005 entre la région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers ;

La Région flamande, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Economie, de la politique étrangère, de l'Agriculture et de la Ruralité ;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre des travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et du Commerce extérieur ;

exerçant conjointement leurs compétences respectives ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 9, § 1, deuxième alinéa, du protocole de coopération du 6 décembre 2005 intervenu entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant le prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié par le protocole de coopération du 31 juillet 2008, les mots "ne dépassant pas 30 000 litre en ce qui concerne les livraisons " sont supprimés.

Art. 2. Le présent protocole de coopération produit ses effets le 1^{er} avril 2014.

Ainsi fait à Bruxelles, le 4 juillet 2014 en 3 exemplaires, dont chaque partie reconnaît en avoir reçu un exemplaire.

Pour la Région flamande :

Le Ministre de l'Economie, de la politique étrangère, de l'Agriculture et de la Ruralité,
K. PEETERS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre des travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et du Commerce extérieur,
C. FREMAULT

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204716]

**19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014
visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, les articles 1^{er}, § 3, alinéa 3, 2, alinéa 2, § 3, 4, alinéa 2, 6, alinéa 2, et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 27 novembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs;

Vu l'avis n° A.1184 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 7 avril 2014;

Vu l'avis n° 36 du Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes, donné le 17 avril 2014;

Vu l'avis n° 55.970/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Égalité des Chances,
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 27 mars 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs;

2° « organes consultatifs » : les organes consultatifs visés par l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret et les subdivisions structurelles visées à l'article 1^{er}, § 2, du décret;

3° « Ministre » : le ou la Ministre en charge de l'Égalité des Chances;

4° « Conseil » : le Conseil économique et social de Wallonie.;

5° « administration » : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Etablissement et mise à jour de la liste des organes consultatifs tombant sous le champ d'application du décret*

Art. 2. A chaque législature, dans les six mois qui suivent la date de l'installation du Gouvernement, le Conseil communique au Ministre un projet de liste organisée par compétences des membres du Gouvernement, reprenant les organes consultatifs visés par le décret, après avoir recueilli l'avis de ces derniers et, pour chacun de ceux-ci, la date de la dernière désignation de leurs membres et la date prévue du prochain renouvellement de leurs instances.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement approuve la liste des organes consultatifs visés par le décret au plus tard à la fin du septième mois suivant son installation.

Art. 3. En cas de modification de la répartition des compétences au sein du Gouvernement, la liste visée à l'article 2 est adaptée par le Gouvernement dans un délai de deux mois à compter de la modification des compétences au sein du Gouvernement.

Si un organe consultatif est créé ou dissout en cours de législature, la liste visée à l'article 2 est adaptée par le Gouvernement dans un délai de deux mois à compter de la création ou de la dissolution de cet organe.

CHAPITRE III. — Modalités de désignation pour les mandats vacants.

Art. 4. En application de l'article 2, § 2 et § 3, du décret, le Ministre dont relève l'organe consultatif propose au Gouvernement les candidats pour pourvoir aux mandats vacants.

CHAPITRE IV. — Conditions, modalités et procédure de la dérogation

Art. 5. A l'initiative de l'organe consultatif concerné ou du Ministre dont il dépend, un dossier de demande de dérogation visé à l'article 4 du décret comprenant les éléments suivants est adressé au Gouvernement par le Ministre dont dépend l'organe consultatif concerné :

1° la mention de la dénomination légale de l'organe d'avis ou d'administration;

2° les références légales et réglementaires des textes relatifs à l'organe consultatif;

3° un aperçu des missions de l'organe consultatif;

4° en ce qui concerne les organes consultatifs existants : la composition actuelle de l'organe consultatif concerné, sur la base d'une liste de tous les membres effectifs et suppléants répartis également selon leur sexe, à voix délibérative ou non, au moment de l'introduction de la demande de dérogation et comprenant les informations relatives aux éventuelles instances ayant proposé des membres;

5° la composition proposée de l'organe consultatif concerné, sur la base d'une liste de tous les membres effectifs et suppléants répartis également selon leur sexe, à voix délibérative ou non, au moment de l'introduction de la demande de dérogation et comprenant les informations relatives aux éventuelles instances ayant proposé des membres;

6° l'exposé des démarches accomplies dans le but de composer l'organe consultatif conformément à l'article 3 du décret;

7° le cas échéant, la preuve que la présentation conformément à l'article 2, § 2, du décret a été effectuée sans résultat;

8° si une dérogation a déjà été octroyée pour cet organe consultatif, une évaluation de la situation nouvelle de l'organe consultatif compte tenu des efforts réalisés pour composer l'organe consultatif conformément à l'article 3 du décret;

9° un projet de motivation circonstanciée relatif aux raisons fonctionnelles ou relatives à la nature spécifique de l'organe consultatif qui ne permettent pas de remplir l'obligation visée à l'article 3 du décret;

10° toutes les autres pièces utiles à une évaluation correcte du dossier.

Art. 6. Sur proposition conjointe du Ministre et du Ministre dont relève l'organe consultatif concerné et après avoir recueilli l'avis de l'administration, le Gouvernement statue, dans un délai de trois mois à compter de la demande de dérogation ou, au plus tard, au moment de la désignation des membres de l'organe consultatif par le Gouvernement, sur la demande de dérogation prévue à l'article 4 du décret, en fonction des éléments du dossier mentionné à l'article 5.

CHAPITRE V. — Rapport d'évaluation

Art. 7. Le Ministre élabore un projet de rapport contenant :

1° des informations quantitatives relatives à chaque organe consultatif repris dans la liste visée à l'article 2;

2° une analyse générale transversale de l'évolution de la représentation des hommes et des femmes dans les organes consultatifs;

3° une analyse des dérogations sollicitées et des procédures y liées;

4° les actions de sensibilisation à la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs qui ont été menées.

Ce projet de rapport est soumis à l'avis du Conseil, de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ainsi que du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes.

Le rapport définitif intégrant les avis visés à l'alinéa 2 est soumis au Gouvernement qui l'approuve et le transmet au Parlement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement du 27 novembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs est abrogé.

Art. 9. Le décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 10. La Ministre de l'Égalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204716]

19. JUNI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen, Artikel 1, § 3, Absatz 3, 2, Absatz 2, § 3, 4, Absatz 2, 6, Absatz 2 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau in den Beratungsorganen;

Aufgrund des am 7. April 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. A.1184 des "Conseil économique et social de Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie);

Aufgrund des am 17. April 2014 abgegebenen Gutachtens Nr. 36 des "Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes" (Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau);

Aufgrund des am 5. Mai 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 55.970/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten und der Ministerin für Chancengleichheit,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1^o "Dekret": das Dekret vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen;

2^o "Beratungsorgane": die in Artikel 1, § 1 des Dekrets angeführten Beratungsorgane und die in Artikel 1, § 2 des Dekrets angeführten strukturellen Untergliederungen;

3^o "Minister": der Minister oder die Ministerin, beauftragt mit der Chancengleichheit;

4^o "Rat": der Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie;

5^o "Verwaltung": die operative Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit des Ministeriums der Wallonischen Region.

KAPITEL II — *Erstellung und Aktualisierung der Liste der Beratungsorgane, die in den Anwendungsbereich des Dekrets fallen*

Art. 2 - In jeder Legislaturperiode und innerhalb von sechs Monaten nach der Einrichtung der Regierung übermittelt der Rat dem Minister den Entwurf einer nach den Zuständigkeitsbereichen der Regierungsmitglieder gegliederten Liste, in der die in dem Dekret erwähnten Beratungsorgane angeführt werden, nachdem er das Gutachten dieser Organe eingeholt hat. In dieser Liste werden zudem für jedes Beratungsorgan das Datum der letzten Bezeichnung ihrer Mitglieder und das voraussichtliche Datum der nächsten Erneuerung ihrer Instanzen angeführt.

Auf Vorschlag des Ministers genehmigt die Regierung spätestens am Ende des siebten Monats nach ihrer Einrichtung die Liste der in dem Dekret erwähnten Beratungsorgane.

Art. 3 - Im Falle einer Änderung der Zuständigkeitsbereiche innerhalb der Regierung wird die in Artikel 2 angeführte Liste von der Regierung innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Änderung der Zuständigkeitsbereiche innerhalb der Regierung angepasst.

Wird ein Beratungsorgan im Laufe der Legislaturperiode eingerichtet oder aufgelöst, so wird die in Artikel 2 angeführte Liste von der Regierung innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Einrichtung oder der Auflösung dieses Organs angepasst.

KAPITEL III — *Modalitäten für die Besetzung der zu vergebenden Mandate*

Art. 4 - In Anwendung von Artikel 2, § 2 und § 3 des Dekrets schlägt der Minister, der für das Beratungsorgan zuständig ist, der Regierung die Bewerber vor, um die zu vergebenden Mandate zu besetzen.

KAPITEL IV — *Bedingungen, Modalitäten und Verfahren für die Abweichung*

Art. 5 - Auf Initiative des betreffenden Beratungsorgans oder des Ministers, von dem es abhängt, unterbreitet der Minister, von dem das betreffende Beratungsorgan abhängt, dem Minister einen in Artikel 4 des Dekrets angeführten Abweichungsantrag, der folgende Angaben umfasst:

- 1° den Vermerk der gesetzlichen Bezeichnung des Beratungs- oder Verwaltungsorgans;
- 2° die gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Grundlagen der Texte bezüglich des Beratungsorgans;
- 3° eine Übersicht der Aufgaben des Beratungsorgans;

4° für die bestehenden Beratungsorgane: die aktuelle Zusammensetzung des betreffenden Beratungsorgans auf der Grundlage einer Liste aller nach Geschlecht untergliederten effektiven und stellvertretenden Mitglieder, ob sie eine beschließende Stimme haben oder nicht. Diese Liste entspricht dem Stand beim Einreichen des Abweichungsantrags und sie umfasst die Informationen bezüglich jener Instanzen, die ggf. Mitglieder vorgeschlagen haben;

5° die vorgeschlagene Zusammensetzung des betreffenden Beratungsorgans auf der Grundlage einer Liste aller nach Geschlecht untergliederten effektiven und stellvertretenden Mitglieder, ob sie eine beschließende Stimme haben oder nicht. Diese Liste entspricht dem Stand beim Einreichen des Abweichungsantrags und sie umfasst die Informationen bezüglich jener Instanzen, die ggf. Mitglieder vorgeschlagen haben;

6° die Erläuterung der Schritte, die unternommen wurden, um gemäß Artikel 3 des Dekrets ein Beratungsorgan zu bilden;

7° ggf. den Beweis, dass die Vorstellung gemäß Artikel 2, § 2 des Dekrets ergebnislos verlaufen ist;

8° falls für dieses Beratungsorgan bereits eine Abweichung gewährt worden ist, eine Bewertung der neuen Situation des Beratungsorgans unter Berücksichtigung der Anstrengungen, die unternommen wurden, um das Beratungsorgan gemäß Artikel 3 des Dekrets zu bilden;

9° einen ausführlich begründeten Entwurf betreffend die funktionellen Gründe oder die Gründe im Zusammenhang mit der spezifischen Natur des Beratungsorgans, die nicht ermöglichen, der in Artikel 3 des Dekrets angeführten Verpflichtung nachzukommen;

10° alle sonstigen der ordnungsgemäßen Bewertung der Akte dienlichen Dokumente.

Art. 6 - Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers und des Ministers, der für das betreffende Beratungsorgan zuständig ist und nachdem das Gutachten der Verwaltung eingeholt wurde, beschließt die Regierung innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Abweichungsantrag oder spätestens bei der Bezeichnung der Mitglieder des Beratungsorgans durch diese Regierung über den in Artikel 4 des Dekrets angeführten Abweichungsantrag auf der Grundlage der in Artikel 5 angeführten Aktenunterlagen.

KAPITEL V — *Bewertungsbericht*

Art. 7 - Der Minister arbeitet den Entwurf eines Berichts aus, der folgende Angaben enthält:

- 1° quantitative Informationen über jedes der in der in Artikel 2 erwähnten Liste angeführten Beratungsorgane;
- 2° eine ressortübergreifende allgemeine Analyse der Entwicklung der Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen;
- 3° eine Analyse der beantragten Abweichungen und der damit verbundenen Verfahren;
- 4° die durchgeführten Aktionen zur Sensibilisierung für eine ausgeglichene Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen.

Dieser Berichtentwurf wird dem Wallonischen Rat für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik und dem Wallonischen Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau unterbreitet.

Der endgültige Bericht, der die in Absatz 2 erwähnten Gutachten umfasst, wird der Regierung übermittelt, die ihn genehmigt und dem Parlament übermittelt.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 8 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Mann und Frau in den Beratungsorganen wird aufgehoben.

Art. 9 - Das Dekret vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen und der vorliegende Erlass treten am 1. Juli 2014 in Kraft.

Art. 10 - Die Ministerin der Chancengleichheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juni 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204716]

19 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen, artikelen 1, § 3, derde lid, 2, tweede lid, § 3, 4, tweede lid, 6, tweede lid, en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen;

Gelet op het advies nr. A.1184 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 7 april 2014;

Gelet op het advies nr. 36 van de "Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gegeven op 17 april 2014;

Gelet op het advies nr. 55.970/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° « decreet » : het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen;

2° « adviesorganen » : de adviesorganen bedoeld in artikel 1, § 1, van het decreet en de structurele onderverdelingen bedoeld in artikel 1, § 2, van het decreet;

3° « Minister » : de Minister belast met Gelijke Kansen;

4° « Raad » : de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië);

5° « administratie » : het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — Opstelling en bijwerking van de lijst van de adviesorganen die onder het toepassingsveld van het decreet vallen

Art. 2. In elke legislatuur bezorgt de Raad de Minister binnen zes maanden na de datum van de installatie van de Regering een ontwerp van lijst met de bevoegdheden van de leden van de Regering en de adviesorganen bedoeld in het decreet, na inwinning van hun advies en, voor elk van hen, de datum van de laatste aanwijzing van hun leden en de voorziene datum van de volgende hernieuwing van hun instanties.

Op de voordracht van de Minister keurt de Regering de lijst van de in het decreet bedoelde adviesorganen goed uiterlijk aan het einde van de zevende maand na haar installatie.

Art. 3. Als de verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering gewijzigd wordt, wordt de in artikel 2 bedoelde lijst aangepast binnen een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop de verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering gewijzigd wordt.

Als de een adviesorgaan opgericht of ontbonden wordt in de loop van de legislatuur, wordt de in artikel 2 bedoelde lijst door de Regering aangepast binnen een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop dat orgaan opgericht of ontbonden wordt.

HOOFDSTUK III. — Aanwijzingsmodaliteiten betreffende de vacante mandaten

Art. 4. Overeenkomstig artikel 2, § 2 en § 3, van het decreet, draagt de Minister onder wie het adviesorgaan ressorteert aan de Regering de kandidaten voor om de vacante mandaten in te vullen.

HOOFDSTUK IV. — Voorwaarden, modaliteiten en procedure tot afwijking

Art. 5. Op initiatief van het betrokken adviesorgaan of van de Minister onder wie het ressorteert wordt door laatstgenoemde een in artikel 4 bedoeld dossier inzake aanvraag tot afwijking met de volgende gegevens aan de Minister gericht :

1° de wettelijke benaming van het advies- of bestuursorgaan;

2° de wettelijke en reglementaire referenties van de teksten betreffende dat adviesorgaan;

3° een overzicht van de opdrachten van het adviesorgaan;

4° wat de bestaande adviesorganen betreft : de huidige samenstelling van het betrokken adviesorgaan, op basis van een lijst van alle gewone en plaatsvervangende leden, in gelijke mate verdeeld volgens hun geslacht en al dan niet stemgerechtigd, bij de indiening van de aanvraag tot afwijking en bevattende de informatie over de eventuele instanties die leden hebben voorgedragen;

5° de voorgestelde samenstelling van het betrokken adviesorgaan, op basis van een lijst van alle gewone en plaatsvervangende leden, in gelijke mate verdeeld volgens hun geslacht en al dan niet stemgerechtigd, bij de indiening van de aanvraag tot afwijking en bevattende de informatie over de eventuele instanties die leden hebben voorgedragen;

6° een overzicht van de stappen die ondernomen werden met het oog op de samenstelling van het adviesorgaan overeenkomstig artikel 3 van het decreet;

7° desgevallend, het bewijs dat de overeenkomstig artikel 2, § 2, van het decreet opgelegde voordracht geen resultaat heeft opgeleverd;

8° indien al een afwijking werd verleend voor dat adviesorgaan, een evaluatie van de nieuwe toestand van het adviesorgaan rekening houdend met de inspanningen die gedaan werden om het adviesorgaan samen te stellen, overeenkomstig artikel 3 van het decreet;

9° een ontwerp van omstandige motivering betreffende de functionele redenen of de specifieke aard van het adviesorgaan waardoor de in artikel 3 van het decreet bedoelde verplichting niet nagekomen kan worden;

10° alle andere nuttige stukken voor een goede evaluatie van het dossier.

Art. 6. Op de gezamenlijke voordracht van de Minister en van de Minister onder wie het betrokken adviesorgaan ressorteert en na inwinning van het advies van de administratie beslist de Regering op grond van de gegevens van het dossier bedoeld in artikel 5 over de aanvraag tot afwijking waarin artikel 4 van het decreet voorziet. Ze spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum waarop de afwijking wordt aangevraagd, of, uiterlijk, op de datum waarop de leden van het adviesorgaan door de Regering worden aangewezen.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatierapport*

Art. 7. De Minister werkt een ontwerp van rapport uit dat de volgende elementen inhoudt :

1° kwantitatieve informatie betreffende elk adviesorgaan opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 2;

2° een transversale algemene analyse van de evolutie van de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen;

3° een analyse van de aangevraagde afwijkingen en van de desbetreffende procedures;

4° de gevoerde acties tot sensibilisering voor de evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen.

Dat ontwerp van rapport wordt voor advies voorgelegd aan de Raad, aan het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek) en aan de « Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes » (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen).

Het eindrapport, waarin de in het tweede lid bedoelde adviezen opgenomen zijn, wordt voorgelegd aan de Regering, die het goedkeurt en aan het Parlement overmaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen wordt opgeheven.

Art. 9. Het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen en dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 10. De Minister van Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2014/203377]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen Benoeming van leden van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel

Bij besluit van de Directeur-generaal van 15 mei 2014, dat uitwerking heeft met ingang van 25 maart 2014 :

worden benoemd tot leden van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel :

1. als vertegenwoordigers van de betrokken werkgeversorganisaties :

Gewoon lid :

De heer LOWETTE Jozef, te Borgloon.

Plaatsvervangen lid :

De heer MERCKX Joost, te Tielt-Winge.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2014/203377]

Direction générale Relations collectives de travail Nomination des membres de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal

Par arrêté du Directeur général du 15 mai 2014, qui produit ses effets le 25 mars 2014 :

sont nommés membres de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs intéressée :

Membre effectif :

M. LOWETTE Jozef, à Looz.

Membre suppléant :

M. MERCKX Joost, à Tielt-Winge.